

Le discours de Jean Arthuis lors de l'Assemblée constituante de l'UDI le 21 octobre 2012 - Mutualité, Paris

POUR UNE UNION EUROPÉENNE POLITIQUE

L'attribution du prix Nobel de la paix à l'Union européenne est une reconnaissance dont nous nous réjouissons. Mais c'est l'occasion de prendre conscience que la paix des armes ne met pas le continent européen à l'abri d'une guerre économique, exacerbée par la globalisation. Nous savons bien les chômeurs, leurs familles, les territoires sont les victimes de cette guerre économique. C'est donc un appel à aller jusqu'au bout d'une démarche irréversible, avec une énergique détermination. Je me souviens des propos de Michel Camdessus, en octobre 2004, dans un énième rapport sur la croissance, concluant les travaux d'une commission mise en place par Nicolas Sarkozy, alors qu'il était ministre de l'économie et des finances, que la France risquait « le décrochage sous anesthésie ». Il aurait pu dire la même chose à propos de l'Europe. Voici que nous sortons de l'anesthésie, le décrochage se profile. Dans un monde en crise économique et financière, l'Europe est devenue le maillon faible de la croissance planétaire. Triste constat pour tous ceux qui militent pour l'Union européenne. Pathétique déconvenue pour tous ceux qui voyaient en l'euro l'étape décisive d'une construction progressive vers l'Europe politique, la promesse d'une monnaie de réserve et de référence mondiale, la fin des coûteuses conversions des monnaies à l'intérieur de l'Union, la disparition des désastreuses « dévaluations compétitives », l'aboutissement d'un cheminement permettant à l'Europe d'atteindre enfin l'objectif qu'elle s'était fixé de devenir « l'économie la plus compétitive du monde ». A la crise générale s'ajoute la crise des dettes souveraines à l'intérieur de la zone euro et un profond déséquilibre des échanges commerciaux entre l'Europe du nord et l'Europe du sud. Les déficits commerciaux allant de pair avec les déficits publics, les pays les plus en difficulté ne parviennent plus à financer leurs dépenses, perdant leur souveraineté face aux marchés. Dans ce contexte dépressif, la multiplication des plans sociaux, la montée du chômage, l'alourdissement de la pression fiscale propagent le pessimisme et encouragent les eurosceptiques à donner de la voix. Les réactions violentes à l'encontre du « Pacte budgétaire Européen », témoignent d'une incompréhension par nombre de nos concitoyens. C'est l'heure de vérité pour nous-mêmes comme pour l'Europe. Le temps est venu de faire preuve de lucidité.

SORTIR DE L'ANESTHÉSIE COLLECTIVE

Et pourtant, l'Europe n'a sans doute jamais été aussi nécessaire qu'aujourd'hui. Face à la mondialisation, à ses enjeux, à la guerre économique et financière, seule l'Europe nous donne les moyens d'exercer une influence déterminante. C'est parce qu'elle est restée un nain politique que l'Europe, et les pays qui la composent, prennent conscience de la réalité d'une menace de chaos généralisé sur le continent. Ce qui est en cause, ce n'est pas l'Europe, c'est son pilotage, sa gouvernance. Au fond, le fonctionnement de l'Europe est le kaléidoscope de toutes les faiblesses, les roublardises, les contradictions de nos politiques nationales. Et l'euro a fait office d'anesthésiant. En tout premier lieu des agences de notation qui ont cru jusqu'en 2009 que la zone euro était un Etat fédéral, et corrélativement que la Banque Centrale européenne était l'équivalent de la Réserve fédérale Américaine. Anesthésiant aussi pour les Etats membres qui ont cru pouvoir ajourner les réformes structurelles et transgresser les engagements de réduction de leurs déficits et de leurs dettes publics. Anesthésiant pour les consommateurs qui ont cru pouvoir faire leurs courses chez les producteurs mondiaux les plus avantageux en termes de prix sans se préoccuper de la compétitivité sur leur propre territoire. Anesthésiant pour les économistes qui ont pu croire que les prix étaient stables du fait de la politique conduite par la BCE, alors qu'ils étaient tirés vers le bas par les importations massives d'Asie et des pays émergents. Anesthésiant pour la Commission européenne qui a fait preuve

d'une complaisance coupable face aux déviances des grands pays, tels la France et l'Allemagne, face aux tricheries de la Grèce, étonnamment admise dans la zone euro, comme à l'égard des croissances virtuelles de certains partenaires. Anesthésiant pour les partenaires européens qui n'avaient pas réalisé que la zone euro crée un niveau d'obligations mutuelles de confiance et de solidarité entre Les 17 Etats membres. La monnaie unique dessine les contours d'une zone fédérale. Oui, les premières années de l'euro, ont été des « années folles », portant à un jugement sévère sur l'art de gouverner : ajournement des décisions, réflexes nationaux, absence de jeu collectif. Il est vrai que l'euro a été conduit vers sa maturité par trop de gouvernements nationaux eurosceptiques.

La grande victoire politique de 2005 a été de tordre le cou du Pacte de stabilité et de croissance. Le traitement de la crise consécutive à la faillite de Lehmann Brothers a pu encore prolonger illusion, accréditant l'idée que la gouvernance européenne était à la hauteur des problèmes à résoudre. Il faut attendre février 2010, quand la Grèce, confrontée à la pression des marchés, rencontre de réelles difficultés de financement, pour prendre la mesure des failles du système. C'est ainsi qu'une crise périphérique devient une crise existentielle. C'est le 25 mars 2010 que les chefs d'Etat ou de Gouvernement dessinent les contours d'une possible assistance financière mixte FMI-zone euro, sous forme de prêts bilatéraux coordonnés des Etats membres de la zone euro. Pour apprécier la solidarité relative au niveau des 27, je dois rappeler que les Britanniques ont critiqué l'intervention du FMI car elle impliquait indirectement les finances publiques du Royaume uni !

Les sommets des 17 se sont multipliés, donnant lieu à des communiqués offensifs. Déclarations d'autant plus volontaristes que la concrétisation a tardé du fait des tergiversations. Personne ne voulant prendre ses pertes. Convenons que chacun a pu se remettre en cause et progresser : Conseil, Commission (nomination d'un vice-président chargé de l'euro), Parlement européen (bien qu'il ait refusé de créer en son sein une sous-commission de l'euro) et Parlements nationaux. La novation la plus actuelle étant le traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG), signé par 25 chefs d'Etat ou de Gouvernement, le 2 mars 2012, plus connu sous le nom de « Pacte budgétaire européen » que l'Assemblée nationale et le Sénat viennent de ratifier. Dans le registre des signes encourageants, je veux saluer l'avènement prochain d'une Union bancaire, cela veut dire que les banques seront soumises à un contrôle prudentiel européen et non plus national. Je me réjouis des avancées pragmatiques de la BCE, notamment sa décision de racheter des dettes souveraines des Etats en difficulté, dès lors qu'ils ont recours Mécanisme Européen de Stabilité (MES), fonds doté de 600 milliards d'euros par les Etats membres. La BCE tend ainsi à se comporter comme une banque fédérale, elle est donc à la recherche du Gouvernement de la zone euro.

POUR UNE GOUVERNANCE POLITIQUE DE LA ZONE EURO

Tout Etat membre qui opte pour la monnaie unique fait le choix d'un partage de souveraineté. Il prend un billet d'aller sans retour vers une gouvernance fédérale. Dès lors, il doit en tirer les conséquences et convenir avec ses partenaires d'institutions appropriées. S'il est vrai que l'Europe se construit progressivement, il est temps de mesurer qu'en matière économique, toute régulation infra européenne constitue une vaine gesticulation qui condamne le politique à afficher rapidement son impuissance et à accroître la désespérance des citoyens, offrant aux chantres du populisme des arguments dangereux.

La démonstration est faite que la zone euro constitue le cœur, le premier cercle d'une institution européenne en voie de fédéralisation. Le traité que nous venons de ratifier jette les bases d'une construction dont nous devons mettre en débat le champ de compétences et l'architecture. Le pragmatisme s'impose et nous devons convenir que l'urgence nous dicte ce qui est acceptable par nos partenaires de la zone euro. Pour importantes que soient les questions de politique étrangère et de défense, je doute que nous puissions avancer de façon significative. Sans doute y a-t-il de bonnes chances de progresser en matière de contrôle des flux migratoires. A

cet égard, je reste extrêmement critique à l'égard de la gouvernance de l'espace Schengen : comment a-t-on pu laisser la Grèce ouvrir ses frontières au gré des protestations que lui inspirait la politique conduite par l'Union ou par l'eurozone ? Il en est résulté la présence de nombreux clandestins sur son territoire, plus d'un million cinq cent mille. C'est ainsi que l'on fait élire des Députés néo-nazis à Athènes!

En revanche, la priorité reconnue comme une évidence et un devoir est bien d'ordre économique et financier. Nous sommes coupables d'avoir renoncé à mettre en place un vrai gouvernement économique et financier au moment où nous mettions l'euro en circulation. Ce qui signifie la nomination d'un ministre de l'économie et des finances totalement disponible pour assumer sa mission, écartant donc la désignation de l'un des ministres de finances de la zone euro. En effet, l'expérience a montré ses limites : manque d'autorité, de présence et risque de conflit d'intérêts. Ce ministre de l'économie et des finances de la zone euro doit mettre un terme à la cacophonie absurde qui a jeté le discrédit sur « l'eurogroupe », présidé depuis son institution par le Ministre des finances du Grand Duché du Luxembourg. Il a vocation à devenir l'interlocuteur du président de la BCE, attaché à faire prévaloir une meilleure coordination entre politique monétaire et politique économique. Le temps est certainement venu de réfléchir à propos d'un budget de la zone euro avec des ressources propres (taxes sur les transactions financières), en lien avec les leviers d'intervention tels que le MES et les Eurobonds.

Dès lors, la création d'une direction du Trésor européenne est incontournable. Les services actuels sont fantomatiques à l'échelon eurozone, parce que les manettes et les acteurs restent jalousement nationaux. La page doit être tournée en demandant à chaque Etat membre de la zone euro de déléguer ses représentants pour assurer la coordination nécessaire tant en matière budgétaire qu'économique, pour mettre en synergie les moyens mobilisés par les Etats membres, pour pétrir collectivement la pâte budgétaire. Quel paradoxe que d'avoir créé un service des relations extérieures, doté de 3.500 collaborateurs, placé sous l'autorité de la Britannique Mrs. Ashton, alors que la politique étrangère de l'Union européenne, hormis l'aide au développement, manque encore de lisibilité. ! Et pratiquement rien pour l'action économique et financière, alors que le feu est dans la maison !

L'Europe souffre de complexité et son organisation comme son action sont incompréhensibles, illisibles. Une première initiative de clarification consiste à confier à la même personnalité la présidence du Conseil, celle de la Commission ainsi que celle sommet des chefs d'Etat ou de Gouvernement de la zone euro.

Enfin, l'Europe a besoin de légitimité démocratique. Je propose que soit constituée une Commission de surveillance de la gouvernance de la zone euro. Elle serait composée des représentants des Parlements nationaux de la zone euro et de Députés européens, représentants des mêmes Etats. Sans pouvoir législatif, cette Commission exercerait les prérogatives de contrôle et d'évaluation dont dispose toute chambre parlementaire. Une fois encore, il doit être rappelé que les mécanismes de solidarité, MES, prêts bilatéraux, mettent à contribution, non pas le budget de l'Union, mais les finances publiques des seuls Etats membres de la zone euro.

POUR ÊTRE INFLUENTE, LA FRANCE DOIT ÊTRE EXEMPLAIRE

Nous ne devons pas demander à la zone euro de régler nos problèmes à notre place. Et pour être entendus, les représentants de la France doivent prendre appui sur le caractère exemplaire de nos politiques publiques nationales. Sur ce point particulier, nous avons d'amples marges de progression. En témoignent, notre niveau de déficits publics, notre endettement collectif, la chute de notre compétitivité, le poids de nos prélèvements obligatoires, les lourdeurs et la complexité de notre législation, la désindustrialisation, la montée du chômage, l'aversion au risque. Notre modèle social est en péril du fait de nos archaïsmes de pensée, des corporatismes et conservatismes, de nos nostalgies d'un Etat Providence périmé.

Ce qui est en cause, c'est notre capacité à sortir du déni de réalité, à rompre avec l'illusionnisme ambiant, à nous montrer dignes d'un partenariat confiant au sein de l'Europe, à réagir face à la mondialisation et à ses enjeux. Nous ne pouvons plus nous contenter de privilégier la consommation à bon marché sans nous interroger à propos de notre valeur ajoutée, de notre aptitude à produire au moins l'équivalent de ce que nous consommons.

Si notre option est de promouvoir une Europe politique, nous devons faire preuve de détermination dans la mise en œuvre de réformes structurelles ajournées par démagogie et soumission à la tyrannie du court terme : réduction des dépenses publiques par transformation des institutions publiques, moratoire des normes et réhabilitation de la liberté et de la responsabilité, sortie de l'assistanat, abolition des 35 heures, TVA sociale, recherche et innovation, culture d'entreprise.

La France doit se montrer à la hauteur du rôle qu'elle entend jouer au sein de l'Europe. Elle ne peut se contenter d'un siège au Conseil de sécurité de l'ONU pour se dispenser de se mettre en ordre de marche, au meilleur niveau. La théâtralisation de la vie politique permet sans doute de prolonger une illusion de puissance, mais elle nous isole chaque jour un peu plus et nous marginalise.

Les premières décisions de François Hollande et de son gouvernement vont à l'encontre de la nécessité. Le premier projet de loi de finances, comme celui du financement de la Sécurité sociale ne sont pas en phase avec les réalités. Pire, aucune réforme structurelle n'est programmée. Dans ces conditions, les hypothèses de croissance sont totalement irréalistes et, en dépit d'un matraquage fiscal aux effets illusoire, l'objectif de réduction du déficit et de l'endettement est intenable.

Notre engagement européen nous dicte une conduite rigoureuse au plan national. Ce qui est en cause, c'est l'autorité et la crédibilité de la France. Il n'y plus d'espace pour les faux semblants. Ce qui nous menace, c'est la dérision par pusillanimité et pratiques incantatoires. Ce qui nous menace, c'est l'absence de choix clair. Nous ne pouvons continuer à choisir nos partenariats, oscillant entre l'Allemagne et le Royaume-Uni selon les circonstances. Notre cercle fondamental est bien lié à la monnaie unique, toute tentative de diversion nous isolera un peu plus. Les Allemands ne peuvent ignorer que leur réussite actuelle tire profit de la zone euro et que tout retour en arrière, notamment la sortie de l'euro, entraînerait une telle appréciation de sa monnaie nationale retrouvée que ses principales exportations se comprimeraient singulièrement.

OUI, L'UDI EST LE PARTI DE L'EUROPE POLITIQUE POUR UNE FRANCE FORTE ET CONFIANTE

L'UDI est le seul parti engagé sans réserve et unanimement pour une Europe politique, proclamant son option fédérale. Pour atteindre l'objectif, nous devons faire de la zone euro le noyau dur de l'Union en la dotant d'une gouvernance spécifique de la zone euro. C'est à cette condition que la sortie de crise devient crédible. L'alternative est simple : le fédéralisme ou le chaos ! Nous vivons un moment historique. Je veux conclure par un propos optimiste que j'emprunte à Jean Monnet : « Les hommes n'acceptent le changement que dans la nécessité et ils ne voient la nécessité que dans la crise ». Il nous incombe désormais d'éclairer le chemin. Rétablie sur ses fondamentaux, l'Europe est porteuse d'espoir est de confiance. Après avoir maintenu enfin sur notre continent la paix des armes, elle dispose des vrais moyens de réconcilier l'économie et l'humanisme, de faire scintiller les yeux de nos enfants. C'est l'une des grandes missions de notre famille enfin rassemblée, c'est la feuille de route de l'UDI, c'est mon engagement à vos côtés.